

le monde libertaire

Hebdomadaire de la FÉDÉRATION ANARCHISTE

adhérente à l'IFA

ISSN 0026-9433

24 AU 30 SEPTEMBRE 1992

N° 881

10,00 F



MATONS

Une sale grève pour un fichu métier

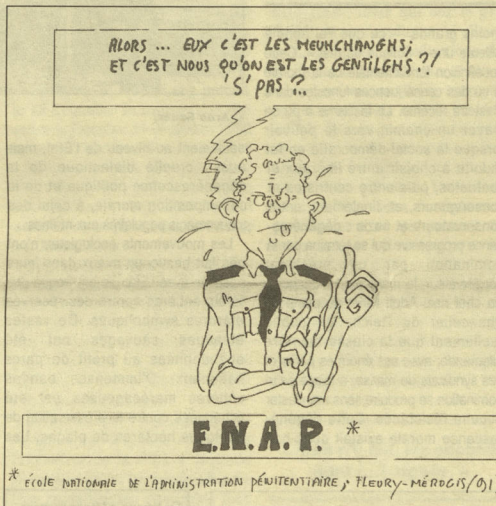
CINQUANTE quatre mille détenus pris en otages durant une semaine... Les lobbies matonnaux viennent de battre tous les records d'illégalité. Nous leur accorderions bien volontiers un soutien inconditionnel s'ils laissaient les clés aux détenus avant de se barrer. Mais la grève actuelle prend la forme la plus écœurante qui soit : vaste escroquerie à la Sécurité sociale par le biais des certificats de complaisance délivrés par on ne sait quels médecins véreux ; d'autre part, les matons souhaitent à l'évidence procéder à un casse par procuration, en faisant porter la responsabilité des violences aux détenus. Mais face à un ministre-carpette, une presse obnubilée par les fluctuations monétaires et une opinion publique indifférente, les matons auraient tort de ne pas jouer les prolongations... le temps, par exemple, de trouver une revendication tant soit peu légitime.

Leurs hauts cris quant à leur sécurité sont quelque peu indécents : la corporation compte deux tués en sept ans. Les couvreurs, les postiers, les mineurs, les professeurs, une pléthore de professions bien plus honorables totalisent un nombre d'agressions, d'accidents bien supérieur, sans séquestrer personne pour autant. L'agression mortelle de Rouen soulevait un problème - le seul qui n'ait pas été posé : l'incarcération de malades mentaux. Quant à Marc Dormont, qui avait déjà connu quelques tracas à la centrale d'Ensisheim pour avoir frappé un prisonnier, il serait sans doute encore vivant s'il n'avait pas cru bon d'exécuter l'un des fuyitifs de Clairvaux. Ayant pris l'initiative

de tirer, le héros des garde-chiourme devait s'attendre à une réplique.

Plus de sécurité dans les centrales ? Yzeure et Clairvaux sont précisément des centrales de haute sécurité. Clairvaux, ancien monastère qui apparaît comme une sorte de gigantesque tombeau dans la plaine champenoise, est justement le prototype de la forteresse inviolable. Hommage soit rendu aux huit évadés qui sont parvenus à briser ce mythe. Yzeure, où une révolte a éclaté le 8 septembre, a été construite en 1984, et conçue spécialement à l'intention des « irrécupérables » (sic). Dotée de dispositifs sécuritaires hallucinants, cette forteresse de béton perdue dans un désert auvergnat n'a pas cessé, depuis sa création, d'être le théâtre de révoltes et de violence. Saint-Maur, Plémur, Clairvaux, Yzeure, sont autant de centrales ultra-sécuritaires - et ce sont précisément

(suite p. 3)



EDITORIAL

Au-delà du vote

La Fédération anarchiste appelle les hommes et les femmes qui ont voté « oui » par rejet des idées réactionnaires, du nationalisme, des beaux de droite ou de gauche, à ouvrir les yeux. En aucun cas votre bulletin de vote ne servira à bâtir une Europe débarrassée du racisme, des frontières et des armées.

La Fédération anarchiste interpelle celles et ceux qui ont voté « non » pour ne pas cautionner une Europe ultra-libérale aux ordres du capitalisme « intelligent ». Vous qui avez voté « non » pour sanctionner la politique de régression sociale menée par tous les gouvernements depuis 1981, votre bulletin va-t-il inverser cette politique ?

Pour la Fédération anarchiste, comme pour bon nombre d'abstentionnistes, aucun référendum ne pourra changer la société. C'est pourquoi, la Fédération anarchiste appelle les tenants de ces « oui » et de ces « non » à rejoindre les abstentionnistes, et à agir tous ensemble, dès maintenant, pour construire un autre futur.

C'est tous les jours que l'on peut agir pour garantir la liberté des individus.

C'est tous les jours qu'il nous faut lutter pour promouvoir l'égalité sociale.

C'est partout qu'il est possible de développer l'entraide et la fraternité entre les peuples. Au travail, dans notre ville, que personne ne décide à notre place. Occupons-nous de nos affaires !

ÉCOLOGIE POLITIQUE

Vers une autre société

LA porte qui pourrait s'ouvrir sur une future Nouvelle Gauche capable d'incarner les expériences des années trente et soixante et des décennies suivantes, cette porte continue de battre sur ses gonds. Elle ne s'est pas ouverte complètement, elle ne s'est pas refermée non plus. Ses oscillations dépendent en partie des dures réalités de l'existence quotidienne de la société : de l'état de dépression ou d'expansion de l'économie, du climat politique dans différentes parties du monde, des événements dans le tiers monde aussi bien que dans les deux autres, du succès des tendances radicales dans chaque pays, et enfin des énormes modifications de l'environnement auxquelles l'humanité aura à faire face dans les années à venir.

Du point de vue écologique, l'humanité est confrontée à des changements climatiques importants, à des niveaux croissants de pollution et aux nouvelles maladies que cela entraîne. Chaque année, les terribles tragédies que sont la famine et la

Murray Bookchin, militant reconnu de la cause libertaire, a développé depuis de nombreuses années des thèses écologistes en rupture avec ce que l'on connaît du modèle écolo traditionnel, aussi avons-nous pensé utile de publier dans nos colonnes un extrait significatif du dernier ouvrage de ce camarade américain, « Une société à refaire » ; et pour ce faire, nous avons choisi de vous livrer une partie du chapitre intitulé « Vers une autre société ».

malnutrition emportent des millions de vies. Un nombre incalculable d'espèces animales et végétales risquent l'extinction à cause de la déforestation due à l'exploitation et aux pluies acides. Les modifications globales qui dégradent l'environnement et risquent de le rendre finalement inhabitable pour les formes de vie complexes prennent des proportions quasi géologiques et elles pourraient atteindre un rythme à la limite de la catastrophe pour de nombreuses espèces animales et végétales.

On aurait pu espérer que ces changements planétaires propulseraient le mouvement écologiste au

premier plan de la pensée sociale et permettraient aux idéaux de liberté d'intégrer de nouvelles conceptions. Il n'en a pas été ainsi. Le mouvement écologiste s'est divisé en plusieurs tendances aussi discutables les unes que les autres et qui souvent s'opposent entre elles. Beaucoup de gens se contentent d'être des écologistes pragmatiques. Ils concentrent leurs efforts sur des réformes partielles telles que le contrôle des déchets toxiques, l'opposition à la construction de centrales nucléaires, la limitation de la croissance urbaine, etc. Bien sûr, il s'agit là de luttes nécessaires qu'on ne doit pas mépriser

pour la seule raison qu'elles sont limitées et partielles. Elles permettent de ralentir la course à bride abattue vers des catastrophes comme Tchernobyl ou Love Canal.

Mais ces luttes ne suppriment pas la nécessité d'aller à la racine des bouleversements écologiques. Plus encore, dans la mesure où elles se limitent à des réformes, elles créent souvent la dangereuse illusion que l'ordre social actuel est capable de corriger ses propres abus. Or, il ne faut jamais oublier que la dénaturation de l'environnement est inhérente au capitalisme lui-même, qu'elle est le produit de la loi de survie de ce système basé sur l'expansion illimitée et l'accumulation du capital. Ignorer la nature profonde essentiellement anti-écologique de l'ordre social actuel — que ce soit sous la forme des grandes firmes occidentales ou sous la forme bureaucratique de l'Est — ne fait qu'endormir l'inquiétude générale concernant l'ampleur de la crise et les moyens d'y remédier durablement.

(suite p. 2)

Act Up-Paris enquête

« Pour un livre noir
du Sida en prison »

P. 4

T 2137 - 881 - 10,00 F



F.P. 2520

Vers une autre société

(suite de la « une »)

La défense de l'environnement, lorsqu'elle reste un mouvement de réforme au coup par coup, se laisse souvent tenter par les sirènes de la politique, c'est-à-dire par les activités électorales, parlementaires et partisanes. Il n'y a pas grand-chose à changer dans l'état d'esprit pour qu'un lobby se transforme en parti ou un pétitionnaire en parlementaire. Entre celui qui sollicite humblement auprès du pouvoir et celui qui l'exerce avec arrogance, il existe une sinistre symbiose dégénérative. Tous deux ont en commun l'idée que le changement ne passe que par l'exercice du pouvoir, et, plus précisément, le pouvoir de l'Etat, ce corps professionnel de législateurs, de bureaucrates et de militaires qui se corrompent eux-mêmes. Chaque fois que l'on fait appel à ce pouvoir, il en est légitimé et renforcé, et, du même coup, c'est le peuple qui perd le sien. La vie publique ne permet aucun vide de pouvoir. Tout le pouvoir que gagne l'Etat, il le gagne aux dépens du pouvoir populaire, et inversement. Légitimer le pouvoir de l'Etat revient donc à retirer sa légitimité au pouvoir populaire.

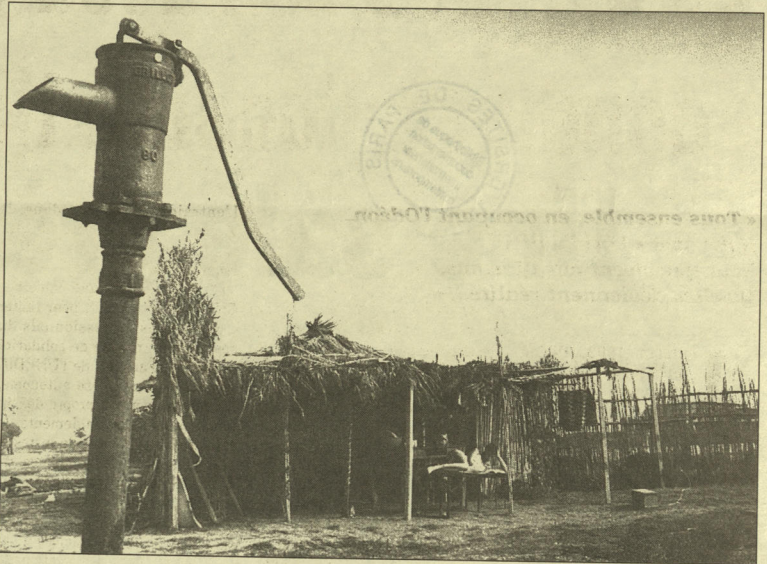
Les mouvements écologistes qui entrent dans l'activité parlementaire ne font pas que légitimer le pouvoir d'Etat aux dépens du pouvoir populaire ; ils sont aussi contraints de fonctionner à l'intérieur de l'Etat, jusqu'à devenir finalement des éléments du système. Ils doivent « jouer le jeu », autrement dit adapter leurs priorités en fonction de règles préétablies sur lesquelles ils n'ont aucun contrôle. Cela ne consiste pas seulement à entrer dans le réseau de relations qu'entraîne la participation au pouvoir étatique ; il s'agit d'un processus continu de dégénérescence,

d'une dégradation progressive des idéaux, des pratiques et des structures de parti. Chaque fois que l'on demande à exercer « effectivement » le pouvoir parlementaire, il faut abandonner un peu plus des convictions et des règles de conduite auxquelles on se croyait si attaché.

Si, comme le disait Bakounine, l'Etat est le domaine du « mal », alors l'« art » de gouverner est par essence le domaine des maux petits ou grands, et non le domaine de ce qui est moralement juste ou injuste. La morale elle-même se trouve complètement redéfinie, et l'apprentissage traditionnel et consacré par le temps de ce qui est bien ou mal devient aujourd'hui l'étude plus inquiétante des compromis possibles entre des maux plus ou

légitimer le pouvoir

moins grands — ce que j'ai appelé ailleurs une « éthique du mal ». Cette redéfinition fondamentale de la morale a eu des conséquences funestes dans l'histoire récente. Le fascisme a pu se frayer un chemin vers le pouvoir lorsque la social-démocratie en fut réduite à choisir entre libéraux et centristes, puis entre centristes et conservateurs, et, finalement, entre conservateurs et nazis : dégénérescence progressive qui se termina par la nomination par un président conservateur, le maréchal Hindenburg, du chef nazi Adolf Hitler au poste de chancelier du Reich. On oublie facilement que la classe ouvrière allemande, avec ses énormes partis et ses syndicats de masse, a laissé cette nomination se produire sans manifester aucune résistance. Cette dégénérescence morale existait donc non



© Arno Sauer.

seulement au niveau de l'Etat, mais aussi, cruelle dialectique de la dégénérescence politique et de la décomposition morale, à celui des mouvements populaires eux-mêmes.

Les mouvements écologistes n'ont pas fait beaucoup mieux dans leurs relations avec l'Etat. Ils ont troqué des forêts entières contre des réserves d'arbres symboliques. De vastes étendues sauvages ont été abandonnées au profit de parcs nationaux. D'immenses bandes côtières marécageuses ont été échangées contre la préservation de quelques hectares de plages. Les

quelques écologistes qui sont entrés dans les parlements nationaux sous l'étiquette des « Verts » n'ont généralement guère fait plus qu'attirer l'attention du public sur leur personne de député, sans réaliser grand-chose pour stopper la dégradation de l'environnement.

Dans le land de Hesse, la coalition des Verts allemands avec le gouvernement social-démocrate au milieu des années quatre-vingt s'est terminée dans l'ignominie. Non seulement l'« aile réaliste » du parti vert a entaché de compromis les meilleurs principes du mouvement, mais, à cause d'elle, le parti est devenu plus bureaucratique, manipulateur et « professionnel » — bref, fort peu différent des rivaux qu'il dénonçait autrefois.

Du moins le réformisme et le parlementarisme ont-ils un côté concret qui leur permet de poser de vraies questions de théorie politique et d'avoir le sens de ce qu'ils veulent pour la

histoire, de la littérature, de l'art et de la musique. Ces jeunes gens qui refusaient avec arrogance de « faire confiance » à quiconque âgé de plus de trente ans, pour reprendre un slogan alors populaire, rompirent tout lien avec les meilleures traditions du passé. A une époque où l'on mange n'importe quoi, le vide ainsi creusé fut comblé par un consternant mélange d'idées de pacotille. Des fantasmes éminemment contradictoires furent amalgamés par la culture de la drogue et par la musique rock en un ramassis infâme de religions athées, de surnaturalismes naturels, de politique « privée » et même de réactionnaires libéraux. Si le lecteur trouve irrationnel ce jumelage de termes radicalement opposés, qu'il se souvienne que cet amalgame fut « made in America », où l'on croit que tout est possible et où l'absurde se produit quotidiennement.

Que l'écologie, une vision et une discipline éminemment naturaliste, ait pu être contaminée par ce genre de fatras surnaturel serait cependant compréhensible si la chose était restée strictement limitée à l'Amérique. Mais l'étonnant est que, tel un polluant à l'échelle mondiale, elle se soit étendue à l'Europe, principalement à l'Angleterre, l'Allemagne et la Scandinavie. Avec le temps, il y a de fortes chances qu'elle envahisse aussi les pays méditerranéens. [...]

Le crime le plus odieux commis par certains écologistes, s'agissant de ces impératifs sociaux, c'est la facilité avec laquelle, dans leur discours, ils ont laissé tomber la condition d'être social de l'homme. Cette façon de traiter les êtres humains comme simple « espèce » les rend complices de leur propre dégradation par les élites, les classes et l'Etat, et pas seulement de la dégradation de la nature par une société mue par la logique du marche-ou-crève.

Murray Bookchin

N. B. : l'ouvrage de Murray Bookchin, *Une société à refaire* (éditions ACL) est en vente au prix de 88 F à la librairie du Monde Libertaire (chèque à l'ordre de Publico).

Rédaction-Administration
145, rue Amelot
75011 Paris.
Tél. : (1) 48.05.34.08.
FAX : (1) 49.29.98.59.

le monde
libertaire

Bulletin d'abonnement

Tarif	France (+ DOM-TOM)	Sous pli fermé (France)	Etranger
1 mois 5 n°	35 F	70 F	60 F
3 mois 13 n°	95 F	170 F	140 F
6 mois 25 n°	170 F	310 F	250 F
1 an 45 n°	290 F	530 F	400 F

Abonnement de soutien : 350 F. Abonnement étranger sous pli fermé : tarif sur demande. Pour les détenus et les chômeurs, 50 % de réduction sur les abonnements de 3 mois et plus en France métropolitaine (sous bande uniquement).

Nom Prénom
Adresse
Code postal Ville
Pays
A partir du n° (inclus).
Abonnement de soutien
Chèque postal Chèque bancaire Autre
Virement postal (compte : CCP Paris 1128915 M)
Règlement à l'ordre de Publico à joindre au bulletin.
Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière bande de routage.

Où trouver le Monde libertaire en Belgique ?

• Groupe FA Ypavech
65, rue du Midi,
1000 Bruxelles.

• Librairie La Borgne Agasse
17, rue de la Tulipe,
1050 Bruxelles.

SUR LES ONDES

« Idées Noires »
émission des groupes
FA de Lyon
sur Radio Canut
(102.2 FM)
chaque mercredi
de 21 h à 22 h

Rédaction-Administration :
145, rue Amelot, 75011 Paris
Directeur de publication :
André Devriendt
Commission paritaire n°55 635
Imprimerie : La Vigie,
24, rue Léon-Rogé,
76200 Dieppe
Dépôt légal 44 145
1^{er} trimestre 1977
Routage 205 — La Vigie
Diffusion SAEM
Transport Presse

L'écologie : une religion

société. Mais la tendance la plus récente du mouvement écologique, elle, est complètement fumeuse. En très gros, elle tente de faire de l'écologie une religion en peuplant la nature de dieux, déesses, lutins et autres farfadets, tout cela orchestré par une série de gourous venus d'Inde et très calés en affaires, par leurs confrères américains ainsi que toutes sortes de sorcières et de prétendus « anarchistes » se voulant les héritiers des traditions autochtones.

Il est bien évident qu'une telle tendance ne pouvait naître qu'aux Etats-Unis. Ce pays est actuellement le plus ignorant, le plus mal-informé, le plus illettré, culturellement parlant, du monde occidental. La contre-culture des années soixante a inauguré une rupture non seulement avec le passé lui-même, mais aussi avec toute connaissance venue du passé, y compris dans les domaines de

INTERMITTENTS DU SPECTACLE

La défense de l'assurance chômage conduit à l'occupation de l'Odéon

« Tous ensemble, en occupant l'Odéon, Nous avons bâti l'unité, Pour que vivent nos illusions, Qu'elles deviennent réalité... »

JUILLET 1992, Odéon, intérieur nuit, 27^e jour d'occupation par les professionnels du spectacle en lutte pour la défense de leurs droits à l'assurance chômage — création collective, improvisée sur l'air du chant des partisans, une chanson de lutte est née.

Le désir d'unité, c'est venu de la base, des personnes qui voulaient s'associer librement. Un mois d'occupation à l'Odéon, ce sont des assemblées générales quotidiennes : les gens ont une réelle soif de s'exprimer, de comprendre les mesures qui les frappent. Un collectif se met en place avec la CGT, FO (représentants mandatés par les organisations syndicales) et les représentants élus des non-syndiqués, et organise la poursuite de l'action : grève en Avignon ; occupation de la Bourse ; manifestations...

Au bout d'un an de conflit, ce mois cristallise la prise de conscience sociale d'une profession qui, si elle est traditionnellement solidaire, se penche rarement sur l'étude des protocoles d'accord.

Les intermittents du spectacle travaillent au contrat à durée déterminée. C'est leur spécificité, dictée par les nécessités de leur

métier : le tournage d'un film, ou l'élaboration d'un spectacle, ne dure que quelques mois, d'où des périodes de chômage et d'emploi alternées. La liberté de création implique le libre choix des équipes, d'où la précarité totale de certains salariés du spectacle.

Les annexes ASSEDEC 8 et 10 spécifiques offraient une garantie de ressource lorsque les périodes de creux se prolongeaient trop

« La liberté de création implique le libre choix... »

longtemps. Les durées d'indemnisation, plus longues que celles du régime général, tenaient compte de l'ancienneté et des courbes irrégulières de travail. Par contre, les indemnités étaient plafonnées et régulées par un système de carence ou franchise (période de chômage non-indemnisée pouvant atteindre six mois), calculées suivant la durée de travail ou le salaire. La crise du chômage touche durement une profession déjà fragile : sur 25 000 intermittents inscrits à l'ANPE, la moitié n'arrive plus à faire les 507 heures nécessaires à l'ouverture des droits.

L'entraide, de règle dans le spectacle lors des périodes difficiles, commence à ne plus suffire, l'équilibre est rompu.

C'est le moment que choisit le CNPF (octobre 1991), pour tenter d'exclure les professionnels du spectacle du régime de solidarité interprofessionnelle de l'UNEDIC : création d'une caisse autonome, devant éponger son propre déficit. Mobilisation, rassemblements, la catastrophe est évitée de justesse, mais les accords surprises du 5 décembre instaurent la création d'une caisse particulière : déficit à prendre en charge : 20%. Grèves, occupations, M. Jack Lang promet le 13 décembre la prorogation des annexes jusqu'au 31 décembre 1992 pour permettre de véritables négociations. Mais, après les fêtes, l'on apprend que l'agrément nécessaire à l'application des accords sera quand même ratifié par Mme Aubry.

Une commission paritaire particulière devra se mettre en place pour réformer les annexes qui expirent le 30 septembre 1992. Elle se réunit pour la première fois au mois de mai. A la troisième réunion, le 1^{er} juillet, le CNPF rompt les négociations.

Le même soir, les professionnels du spectacle occupent l'Odéon, à l'initiative de la CGT, à laquelle s'associent FO et les non-syndiqués. Une revendication rassemble tout le monde : prorogation des annexes jusqu'au 31 décembre, être reçu par Jack Lang, ce qu'on nous avait promis en somme.

Cela ne sera pas obtenu en un mois d'occupation. Des délégations sont reçues par les chefs de cabinet du ministère du Travail et de la Culture, puis par Mme Aubry, deux rapports (rapports Marimbert et Vincent) sont commandés en catastrophe par Jack Lang. Ils constatent tous deux l'énorme déficit dû au non-paiement des cotisations des employeurs, préconisent des mesures qui seront peut-être salutaires, mais qui ont le gros défaut de ne s'appliquer, si elles le sont, qu'après les réductions des droits des intermittents.

Les professionnels du spectacle restent mobilisés tout le mois de juillet. Ils craignent une réunion surprise, et ils ont raison. Elle aura lieu le 29 juillet. Plus de commission paritaire, les annexes sont rebaptisées « règlement particulier », ce qui permet une négociation directe par les partenaires sociaux : il suffit alors d'une seule confédération signataire, même si elle n'est pas représentative dans le secteur concerné, pour que les propositions du CNPF passent. La signature est évitée de justesse.

« Rien n'y fait, les accords sont [...] signés. »

Si l'occupation s'est installée avec autant de force les premières semaines, c'est que les gens du spectacle sont horrifiés par le nouveau protocole d'accord sur le régime général du chômage, qui se négocie au même moment. Cela les concerne, bien sûr, puisque c'est le cadre de leurs annexes, mais ce n'est pas seulement cela. Pionniers de la précarité, ils comprennent bien ce qui attend les chômeurs du régime général, et font ce qu'ils peuvent : messages aux confédérations, grève. Rien n'y fait, les accords sont quand même signés. Mais les embryons d'une solidarité interprofessionnelle commencent à naître. Les dockers de la Ciotat apportent leur soutien aux occupants de l'Odéon. Les techniciens du théâtre éclairent la salle pour eux (un théâtre, c'est un bateau), puis ce sont les archéologues, l'APES (association des chômeurs), les étudiants des Beaux-Arts et le syndicat de la Coordination nationale des infirmières.

Un mouvement est né, encore fragile, mais que les gens veulent préserver à tout prix.

Le 29 juillet au soir, ils votent la levée de l'occupation de l'Odéon. Il n'y aura pas de négociation au

mois d'août, il est donc inutile de perturber la préparation de la saison du théâtre, mais ils décident de se rassembler tout le mois d'août au théâtre de Trévisé pour préparer la rentrée sociale.

Le syndicat FO avance l'argent nécessaire à la location du lieu. Un compte est ouvert, intitulé « Solidarité Odéon-Trévisé ».

Le collectif « Odéon occupé siègeant à Trévisé », toujours tripartite, CGT, FO, non-syndiqués, organise activement l'assemblée générale du 7 septembre à l'Odéon.

Les infirmières sont de toutes les assemblées générales hebdomadaires. Des contacts sont pris avec les coordinations rurales et les coordinations des délocalisés.

Grève et manifestation, le 17 septembre, sont votées à l'unanimité par l'assemblée générale du 7, pour obtenir une date de négociation qui n'est toujours pas fixée à quinze jours de l'expiration des annexes.

Jeudi 17 septembre, Palais Royal, extérieur jour - « Si c'est l'art qui est notre dernière chance ! C'est l'art qui nous fait prendre conscience ! Que nos rêves sont plus puissants ! Que tous les murs de l'argent. » Banderolles syndicales et banderoles unitaires CGT, FO, non-syndiqués... les manifestants entament une nouvelle fois le chant des intermittents. Les délégations de soutien, envoyées par la Coordination rurale, les délocalisés, les ambulanciers, suivront le cortège jusqu'au siège du CNPF.

La date des négociations est enfin connue : ce sera le 25 septembre ! Une délégation sera reçue le 18. Une assemblée générale imprévue s'organise au théâtre de la Colline.

Une grève reconductible est votée à partir du 24 septembre. Un nouveau comité d'organisation de grève est mandaté : CGT, FO et dix personnes, syndiquées ou non, élus par l'assemblée générale.

Michèle Rollin

N.B. : permanence quotidienne à partir de 14 h, au théâtre de la Colline (15, rue Malte Brun [M^e Gambetta], 75020 Paris), assemblée générale le 24 septembre à 19 h, à Chaillot.



Lisez, diffusez...
« Les anarchistes et la construction européenne »
La Brochure anarchiste n° 5
Prix : 15 F
(port non compris)
(chèque à l'ordre de Publico)
Librairie du Monde Libertaire
145, rue Amelot (M Oberkampf)
75011 Paris

ACT UP-PARIS MÈNE L'ENQUÊTE

Pour un livre noir du Sida en prison

A l'heure où le malaise carcéral est à son comble, il est une question quasiment jamais abordée, à savoir le traitement — ou plutôt le mauvais traitement — du Sida en milieu carcéral.

Pour se faire, nous reproduisons ici un article d'Act Up-Paris publié dans le numéro de septembre de « Rebelles », la revue mensuelle de contre-information des prisonnier(e)s en lutte ; article rédigé sous forme d'appel, visant au recueil d'informations en vue de la publication d'« un livre noir sur le Sida en prison ».

ACT UP-PARIS est un groupe de lutte contre le Sida créé en 1989, issu de la communauté homosexuelle et veillant à défendre équitablement toutes les populations touchées par le Sida.

La France est le pays d'Europe le plus touché par l'épidémie, avec plus de 13 000 morts, 24 000 cas et 300 000 séropositifs. Il y a deux fois plus de cas en Ile-de-France que dans l'ensemble du Royaume-Uni. Dans notre pays, un cas de Sida est déclaré toutes les heures et, toutes les trois heures, le Sida tue une nouvelle personne.

En trois ans, Act Up-Paris a contribué, par ses manifestations de rue, par ses actions, tant auprès des médias que des instances gouvernementales, à accroître la « visibilité » de la maladie, à faire prendre conscience du phénomène et à faire connaître les revendications des séropositifs et des malades sur la qualité des soins en milieu hospitalier, à l'émergence de nouveaux traitements, à la nécessité d'une prévention organisée, permanente et ciblée sur tous les groupes de population.

Act Up-Paris est devenu le symbole de la colère de la communauté Sida face à l'incompétence, à l'ignorance, aux discriminations et aux retards pris chaque jour dans la lutte contre la maladie, face au nombre croissant de morts.

La volonté d'Act Up-Paris de voir mis en œuvre tous les moyens susceptibles d'enrayer l'épidémie s'articule autour d'un programme décliné en treize mesures d'urgence sur lesquelles travaillent de nombreuses commissions (commission médicale, femmes et Sida, Sida et toxicomanie, Education nationale, transfusion sanguine, Nord-Sud, Sida-prison).

En septembre 1991, à l'initiative des membres du Comité national contre la double peine et d'Act Up-Paris, s'est créé le Collectif contre l'expulsion des malades (CEM). Ce collectif a pour but d'obtenir des autorités qu'elles abrogent les lois instituant la double peine (c'est-à-dire l'expulsion, vers leur pays d'origine, d'étrangers à l'issue de leur période d'incarcération). Le CEM œuvre pour faire entrer les personnes atteintes de pathologie grave dans la catégorie des gens protégés de l'expulsion, et ce quel

que soit le délit que ces personnes ont pu commettre.

A Act Up-Paris, la commission Sida-prison travaille sur l'incidence de l'épidémie en milieu carcéral car si, dans l'ensemble de la société française, la crise du Sida a permis de révéler de profonds archaïsmes, la situation derrière les barreaux souligne cruellement ce qui constitue un véritable défi politique.

Officiellement, l'Administration pénitentiaire reconnaît un taux de séropositivité de 6 à 8% parmi la population carcérale, soit un taux de 20 à 30 fois plus élevé que dans le reste de la population. Quelque 90% des cas de séropositivité ont été recensés dans les maisons d'arrêt. Dans certaines de celles-ci, comme en région parisienne et en Provence-Alpes-Côte d'Azur, c'est parfois plus de

émanait du ministère de la Santé et du garde des Sceaux et qui recommandait l'information préalable au test et le consentement du détenu pour le dépistage, est galvaudée : on a ainsi pu voir des juges d'instruction s'arroger le droit de « prescrire » un test sérologique, tandis qu'une étude menée en 1989 par le docteur Letellier montrait que, sur 130 toxicomanes séropositifs, 21% des tests avaient été pratiqués sans consentement et que, dans 7 cas, le test avait été pratiqué malgré le refus exprimé par le patient (étude comparant le dépistage en prison et à l'extérieur) ;

— faute d'effectifs suffisants, les personnels médicaux sont trop souvent contraints de cumuler les fonctions : outre leur rôle de soignants, ils doivent assurer le

approfondir la tâche que nous nous sommes assignée. La commission Sida-prison d'Act Up-Paris travaille d'ores et déjà sur les revendications suivantes :

— mise sous tutelle exclusive du ministère de la Santé de tout le personnel soignant des prisons ; augmentation des effectifs médicaux à plein temps ; augmentation significative des budgets alloués à la santé en milieu carcéral ;

— l'Administration pénitentiaire doit immédiatement mettre en vigueur les recommandations de l'Organisation mondiale de la santé (OMS, Genève, novembre 1987), lesquelles insistent à la fois sur l'égalité devant les soins entre détenus et non-détenus, sur l'information et la prévention, sur la liberté de choix face au dépistage et au traitement, et sur l'éventualité d'une libération anticipée pour les sidéens ;

— 91% des cas de Sida répertoriés en prison sont dus à la toxicomanie intraveineuse et il est à ce titre urgent de remonter en amont du problème, en multipliant les alternatives à l'incarcération ;

— un triple travail d'information doit être effectué : en direction du personnel médical, afin qu'il soit plus apte à affronter les problèmes spécifiques au Sida ; en direction du personnel pénitentiaire, afin que cessent toutes les discriminations liées à la séroprevalence ; en direction des détenus, afin qu'ils soient informés des méthodes de prévention. Les autorités carcérales doivent à ce titre prendre en compte le fait qu'un nombre très important de détenus a eu des comportements à risques (prostitution, usage de drogues par voie intraveineuse pour 20 à 30% de la population carcérale, etc.) et reconnaître l'existence à l'intérieur des établissements d'une homosexualité de circonstance ;

— il est urgent de procéder à une amélioration de l'hygiène et des services de santé dans les institutions pénitentiaires (vétusté des locaux, surpopulation, etc.) ;

— l'accès aux soins doit être garanti ; les détenus doivent pouvoir bénéficier des protocoles d'essais existants à l'extérieur mais en aucun cas des protocoles spécifiques aux prisonniers ne doivent être entrepris ;

• le secret médical en prison ne saurait souffrir aucune exception.

Dans le but d'écrire un livre noir du Sida en prison, la commission Sida-prison d'Act Up a besoin de vos témoignages sur la santé en milieu carcéral. Faites-vous entendre, écrivez-nous.

La commission Sida-prison d'Act Up

N. B. : Act Up, Commission Sida-prison (Jean-Christian), BP 231, 75822 Paris cedex 17.

« La France est le pays d'Europe le plus touché par l'épidémie, avec plus de 13 000 morts... »

20% des détenus qui ont été en contact avec le virus. Parmi les séropositifs, plus de 90% des cas sont liés à la toxicomanie.

Le système sanitaire des prisons n'est pas adapté pour faire face à l'explosion de l'épidémie et il se trouve confronté à des problèmes de plus en plus pointus, dont les séropositifs et les sidéens incarcérés sont les premiers à pâtir :

— le secret médical est un secret de Polichinelle et il est sans cesse bafoué : les dossiers médicaux sont classés par des surveillants en blouse blanche ou par des détenus affectés à l'infirmerie ;

— la circulaire du 17 mai 1989, qui

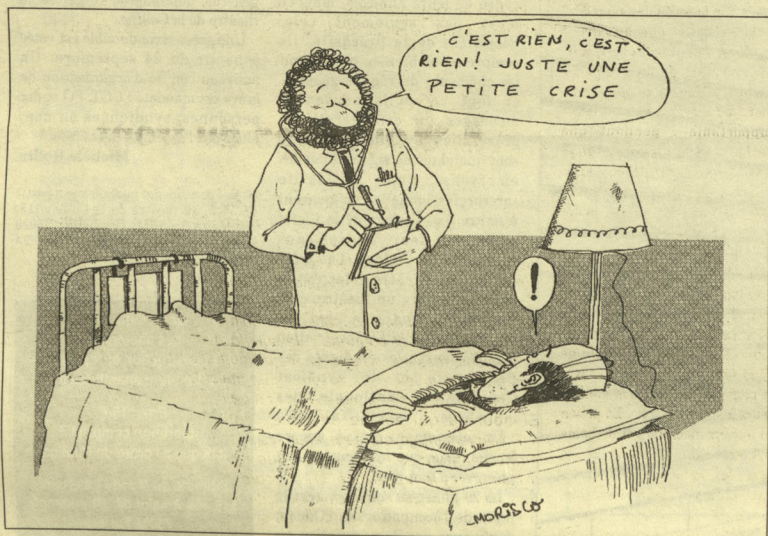
travail de prévention et de secrétariat. On ne s'étonnera donc pas que la visite médicale des entrants soit expédiée en cinq ou dix minutes ni que tel médecin parle, à propos du système de santé en prison, de « médecine vétérinaire » et tel syndicat de personnels soignants, de « médecine de brousse » ;

— l'accès aux soins pour les séropositifs et les malades reste difficile. Ainsi, un détenu a pu nous déclarer que la « migraine du lundi est au mieux soignée le vendredi ».

La prescription d'AZT est souvent sujette à des préoccupations autres que celles, à nos yeux primordiales, qui concernent la santé du détenu (enveloppe budgétaire des prisons, durée d'incarcération, etc.). Quand l'AZT est prescrit, son mode d'admission peut être très irrégulier. La distribution se fait souvent par le biais des surveillants, ce qui met à mal, une fois de plus, le principe de confidentialité. Les détenus malades ou séropositifs ne peuvent bénéficier des protocoles d'essais sur de nouvelles molécules, qui existent à l'extérieur des prisons.

Depuis deux ans, la commission Sida-prison d'Act Up-Paris a entamé un laborieux travail de collecte d'information sur la santé en milieu carcéral. Le silence qui entoure tout ce qui touche, de près ou de loin, aux prisons rend cette tâche difficile. Nous avons rencontré des médecins peu loquaces et excessivement prudents, des représentants des pouvoirs publics pour qui « tout va bien », des interlocuteurs soucieux de ne pas faire de vagues...

Aujourd'hui, en collaboration avec l'Alliance des prisonniers en lutte (APEL), nous espérons continuer et



Une sale grève pour un fichu métier

(suite de la « une »)

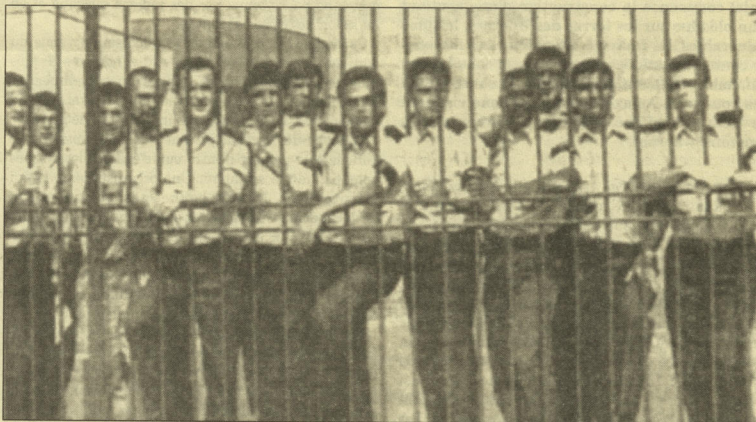
celles qui explosent aujourd'hui. « Plus de sécurité », hurlent les matons sans comprendre que plus les prisons seront dures, moins elles seront sûres - les détenus payant bien plus souvent que les matons le prix du sang.

De fait, la sécurité des détenus inspire plus d'inquiétude que celle du personnel. A Saint-Maur, les matons ont exécuté Christian Bethmont en dépit de toute règle — on ne tire pas dans une cour de promenade. A certains endroits, les CRS qui assurent le service des matons sont armés, enfreignant là encore une loi centenaire inter-

disant que l'on entre armé dans une détention.

De manière plus générale, l'administration pénitentiaire n'a jamais lésiné sur les techniques sécuritaires — elles absorbent bien plus de fonds que la prévention, la médecine, les équipements socio-culturels. Encore faudrait-il que les matons sachent faire fonctionner leur matériel — ce qui n'est pas toujours le cas. Et les fouilles, les détecteurs, les radars ne viendront jamais à bout des trésors d'ingéniosité et de volonté que peuvent déployer des prisonniers en mal de liberté.

Autre revendication des grévistes : le rétablissement des quartiers de haute sécurité (QHS), vieille lune de FO-pénitentiaire vigoureusement reprise par l'UFAP — les deux mafias pénitentiaires se livrant actuellement à une dangereuse surenchère. Que signifie, au juste, cette revendication incongrue ? Car si les journalistes l'ignorent ou feignent de l'ignorer, les matons et la pénitentiaire savent, eux, que les QHS ont été remplacés, dès 1984, par les quartiers d'isolement qui jouent la même fonction, souvent dans les mêmes locaux. Que 400 détenus rebelles y sont enfermés pour des durées excédant très souvent les trois mois maximums, et que l'existence même de ces Quartiers d'isolement est régulièrement dénoncée par Amnesty International comme un mode de torture. Les matons qui exigent la réouverture des QHS espèrent surtout renouer



Les matons de la maison d'arrêt de Nanterre en pleine agitation. © « Rebelles ».

avec un symbole : celui de ces QHS clandestins de la fin des années 70, lieux de terreur qui s'avéraient, en fait, aussi dangereux pour les surveillants que pour les prisonniers. A la fois nostalgiques et oublieux, les matons rêvent d'une cage aux fauves

piétailé sans intérêt. Sordide ambiance, dans laquelle étouffent les matons comme les détenus. Les uns et les autres ont un point commun : celui d'avoir voulu échapper à l'usine ou au chômage. Et une différence fondamentale : les uns ne peuvent

justice, le gouvernement, tentent d'échapper, à savoir le bilan catastrophique de dix ans de socialisme en matière carcérale. La gauche, qui entendait changer la vie, n'a innové qu'en deux points : en créant 13 000 nouvelles places de prison et en instaurant l'effarante peine incompressible de trente ans. Durant la même période, le nombre des condamnés à perpétuité a doublé ; le nombre des détenus est passé de 35 000 en 1980 à environ 50 000 aujourd'hui (pour 45 000 places). Enfin, autre subtile différence énoncée par un ex-détenu ayant connu l'avant et l'après-81 : « sous la droite, pendant les révoltes, on cognait ; sous la gauche, on cogne d'abord et on condamne ensuite ».

Dix ans de répression se soldent aujourd'hui par un nouveau degré de violence. Combien de révoltes, d'évasions, de morts faudra-t-il avant de remettre en question la longueur des peines, le non-droit carcéral, l'inanité de la prison elle-même ?

Pascal Choisy

« ...les matons rêvent d'une cage aux fauves dont ils pourraient menacer les détenus à la moindre marque d'insoumission. »

dont ils pourraient menacer les détenus à la moindre marque d'insoumission. Les quartiers d'isolement, présentés comme une mesure administrative, et théoriquement réglementés, n'assouissent pas complètement leur envie d'arbitraire.

De fait, dès les premiers jours du conflit, les revendications des matons ont porté sur la levée des sanctions. Michel Vauzelle éperdu les a suspendus, puis confirmés, puis prolongés tout en jurant être prêt à les lever... Une attitude radicalement incohérente qui prolonge l'insupportable : pendant que Vauzelle gesticule, les détenus restent bloqués en cellules, sans douches, sans courrier, sans visites. Briser cette grève-là est la moindre des choses. Souhaiterait-on laisser les détenus mourir de faim, pour apaiser la mauvaise humeur des gardiens ? En fait, la véritable motivation des matons est un vague à l'âme, effectivement compréhensible. Cette grève est celle de pauvres types ravis de constater qu'ils peuvent régler leurs vieilles rancœurs à si peu de frais. La prison est un univers de crainte et de haine réciproques, de défiance et de rancune : les matons se méfient des détenus, craignent leur hiérarchie, conspuent la chancellerie qui elle-même tient la matonnerie pour une

s'arracher du triste univers carcéral qu'au péril de leur vie ; les autres ont choisi de leur plein gré d'y passer plus de trente ans. Le métier de maton consiste à ouvrir et à fermer des portes, à fouiller les affaires personnelles, à lire le courrier privé, à violer l'intimité des détenus et de leurs proches. Triste boulot en vérité. Qu'ils en changent !

Restent les vrais problèmes, ceux que les matons, le ministère de la

À Bordeaux un jeudi sur deux, de 21 h à 22 h 30, sur La Clé des Ondes (95.3 FM), écoutez l'émission « Prisons »

Une émission d'information et de contre-information sur les réalités carcérales en France et dans le monde. « Prisons » soutient les prisonnier(e)s en lutte sur la base de leurs revendications.

Pour tout contact : « Prisons » c/o La Clé des Ondes, 206, cours du Médoc, 33000 Bordeaux.

Associations

ASSOCIATION POUR L'ABOLITION DES LONGUES PEINES

L'APALP, qui lutte contre les longues peines de détention, possède une permanence téléphonique que l'on peut joindre quotidiennement au : (16) 25.75.27.65. Par ailleurs, les personnes désireuses de contacter l'APALP (parents de détenus ou autres) peuvent le faire en écrivant à : APALP, BP 92, 10003 Troyes cedex.

ARDÈCHE : ÉCOLOCAL AUX VANS

Le réseau APRAC, qui réalise la revue *L'Arantelle des Cévennes* autour de la promotion de l'écologie et de la résolution non-violente des conflits a ouvert un local : Écolocal du pays des Vans, rue du Couvent. Il est ouvert de 17 h à 20 h, le mardi et le jeudi ; de 17 h à 19 h le vendredi ; de 9 h à 13 h, le mercredi et le samedi. Vous pouvez y trouver du papier recyclé, des autocollants, des posters écologiques, des livres et de nombreuses pétitions. Contact : *L'Arantelle des Cévennes*,

APRAC, BP 30, 07140 Les Vans. Tél. (16) : 75.36.90.88.

« MOSAÏQUE » 102.5 Mhz

Pour la rentrée, à Nîmes, l'émission « Emergences » fait place à « Mosaïque ». Cette émission restera le fruit de personnes engagées dans divers mouvements sociaux à dimension locale, nationale ou internationale : féminisme, droits de l'homme, écologie, anarchisme... L'émission a lieu le mercredi de 19 h 30 à 21 h sur 102.5. Au programme, le 30 septembre : antifascisme radical ; les 7 et 14 octobre : irradiés pas radieux ; 21 et 28 octobre : paroles d'enfants. Contact : « Mosaïque », Radio Typ, route d'Uzès, 30000 Nîmes. Tél. 66.27.22.17.

Rectificatif

Sous le titre « Actions antinucléaires », dans le *Monde libertaire* n° 880 (p. 6), il fallait lire au sujet de l'action menée par « Des prolétaires antinucléaires » contre le siège régénéré de la Vie ouvrière : la date du 3 juin et non celle du 3 avril comme nous l'avions confusément indiquée.

Une compagnie pétrolière envahit les terres waorani

La compagnie pétrolière Maxus de Dallas (Etats-Unis) commence la construction d'une route et d'un oléoduc sur les terres des Waorani, les plus vulnérables des Indiens d'Équateur. Les mesures de contrôle destinées à empêcher la colonisation qui, habituellement, accompagne la construction des routes en Amazonie équatorienne risquent de ne pas suffire à arrêter l'invasion du territoire waorani.

La Maxus Energy Corporation s'est implantée dans une zone appelée le bloc 16 quand la Conoco, une autre compagnie pétrolière nord-américaine s'en est retirée (l'Amazonie équatorienne a été divisée en blocs, les compagnies ayant acquis aux enchères le droit de prospecter dans chaque bloc). Maxus a l'intention de mettre en œuvre le même plan d'exploitation que la Conoco. Elle construira une route reliant sept puits de pétrole dans le bloc 16. Un oléoduc enterré courra le long de la route. Toute la zone du bloc 16 (environ 200 000 hectares) est territoire waorani quoique certaines parties ne soient pas reconnues comme telles par le gouvernement. Les Waorani craignent que la pollution et les dégâts causés par la construction de la route et l'extraction de pétrole ne détruisent leur habitat forestier dont ils sont complètement dépendants pour leurs moyens d'existence.

La route part de la frange nord du territoire waorani, au sud du fleuve Napo. Le puits le plus septentrional sera en exploitation grâce au transport des équipes par hélicoptère, avant même que la route l'ait atteint. La route et l'oléoduc relieront au moins deux puits dans des concessions possédées par la compagnie pétrolière nationale Petroecuador qui se trouve aussi en territoire waorani.

Certaines sources font état de l'apparition d'un groupe encore inconnu de Waorani dans la zone d'opération de Maxus. Les Indiens sont particulièrement menacés par les nouvelles maladies apportées par les travailleurs de la route, et de violents conflits sont à craindre. Il est probable que ces Indiens soient des Taga-eri, un groupe de Waorani jusqu'à présent caché, et qui a résisté à toutes les tentatives de contact. On pense qu'ils sont au moins douze, et peut-être une quarantaine. Les Taga-eri étaient censés se trouver au sud du bloc 16, mais les Waorani sont très mobiles et capables de se déplacer rapidement sur de grandes distances. Le nouveau groupe a été dénommé Taromenane : « Ceux qui vivent sur l'autre rive ».

Maxus, conscient des protestations élevées contre la route ouverte en terre indigène, se prétend capable

d'empêcher la venue de colons en implantant des postes de police tenus par des indiens quechua et en imposant des cartes d'identité.

Cependant, la pression de la colonisation venue du nord-amazonien est très forte, et il y a de gros risques que les contrôles soient impuissants à empêcher l'empiètement sur les terres waorani. Survival s'attend à une pollution sévère et à des infiltrations de pétrole.

Très peu de Waorani parlent espagnol, aussi est-ce difficile à la plupart d'entre eux d'évaluer les risques potentiels de la situation. Une organisation waorani discute avec Maxus pour s'assurer qu'aucun développement des travaux n'interviendra sur leurs terres sans leur accord. Le gouvernement équatorien reconnaît comme territoire indigène une partie des terres waorani mais leur dénie le droit d'empêcher les compagnies pétrolières d'opérer dans cette zone connue comme la « réserve ethnique waorani ».

Les 1 600 Waorani sont des cultivateurs, chasseurs-cueilleurs, ils plantent des tubercules dans des jardins défrichés en forêt et consomment beaucoup de gibier, fruits et baies sauvages. Les familles vivent dans de grandes maisons communes, trois ou quatre maisons qui partagent les fêtes et rituels, et dont les membres s'inter-mariant constituent une unité sociale. Les membres du groupe ont habituellement peu de contacts avec des gens extérieurs. Les hommes épousent souvent deux sœurs, la plus jeune accompagnant le mari à la chasse. A présent, beaucoup de Waorani vivent dans de petites communautés ou près des compagnies pétrolières opérant sur leur territoire.

Survival International

Survival International met en place une campagne en vue de donner aux Waorani une chance de contrôler leur environnement et les changements qui interviennent chez eux. Ils n'y parviendront que si leurs droits territoriaux sont garantis. Participez à cette campagne en faisant pression sur le gouvernement équatorien pour que les droits territoriaux des Waorani soient garantis.

Ecrivez à Son Excellence Sixto Duran Ballen, Presidente de la Republica, Palacio de Gobierno, Garcia Moreno 1043, Quito, Equateur. Ecrivez en soulignant les points suivants :

— le gouvernement équatorien doit reconnaître et confirmer les droits des Waorani à la possession de leurs terres et de leurs ressources ;

— aucune opération ne doit intervenir sur le territoire waorani sans leur consentement librement acquis et sans qu'ils soient dûment informés.

Ecrivez aussi à Charles L. Blackburn, Maxus Energy Corporation, 717 North Harwood St., Dallas, Texas, 75201-6594 USA.

Pour soutenir les actions de Survival International ou s'informer, écrivez au 45, rue du Faubourg-du-Temple, 75010 Paris.

Violences racistes : le droit d'asile remis en cause

Les violences racistes survenues à Rostock et dans l'ex-RDA étaient prévisibles. L'ex-RDA est devenue un immense champ d'usines désaffectées. L'infrastructure industrielle, qui employait des centaines de milliers de personnes, s'est trouvée du jour au lendemain jugée obsolète par les capitalistes de l'Ouest. En deux ans on est passé de l'espoir et d'une croyance mythique dans les bienfaits de la démocratie et du libéralisme à la désillusion et la haine.

Dans les cités de Rostock, la misère et la pauvreté engendrent le désœuvrement et la recherche de boucs émissaires. Rien de neuf à cette recette qui a permis dans les années 30 au Parti nazi de se structurer. Comme à cette époque, les groupes d'extrême droite profitent de cette situation et sont les fers de lance de cette nouvelle croisade anti-immigrés. Les

Républicains, la formation d'extrême droite la plus importante à l'Ouest (10 députés européens), qui n'avaient pas réussi leur implantation à l'Est en 1989, voient aujourd'hui leurs thèmes repris massivement et, aux prochaines élections, leur score risque de s'envoler... Le « pullulement » de groupes néo-nazis et skinheads qui loin des grands discours passent à l'attaque, marque la radicalisation d'une frange de la jeunesse ex-est-allemande. Mais au-delà de ces groupes, c'est toute la population exclue (chômeurs, précaires, sans-logis...) qui applaudit et revendique : « Ils (les réfugiés) ont des droits (allocations) et nous n'avons toujours rien... ».

Sur Radio Libertaire (89.4) écoutez un dimanche sur deux l'émission « Vent d'Est », sur les pays de l'Est

Les jugements rendus à l'occasion de procès récents ont de quoi laisser perplexe. Alors que les centres de réfugiés continuent d'être attaqués, les pouvoirs publics se montrent très compréhensifs et peu enclins à réprimer les actes racistes. Le procès de cinq skinheads qui, en novembre 1990 (1), ont battu à mort Antonio Amadeu, réfugié angolais, a donné lieu à un verdict pour le moins scandaleux : de 2 à 4 ans de prison fermes pour ces cinq militants fascistes.

De même, la fracture entre les manifestants antifascistes et la population semble profonde. Il devient de plus en plus difficile de contrer l'avancée des mouvements fascistes, la protection des centres d'accueil de réfugiés presque impossible...

Les récents événements de Rostock doivent être replacés dans leur contexte européen. En Allemagne la question de l'asile ne se pose pas vis-à-vis du Sud, mais depuis 1989 est directement liée à l'effondrement des régimes de l'Est. Le gouvernement allemand vient d'annoncer le 16 septembre dernier qu'à partir du 1^{er} novembre les réfugiés roumains en situation irrégulière (43 000) seront renvoyés dans leur pays (accord signé avec les autorités de Bucarest).

Après avoir chanté les louanges du libéralisme, de l'économie de marché, les peuples de l'Est se tournent vers une Europe qui ne veut rien voir, toute entière consacrée à son projet d'union économique et monétaire. Les conséquences de l'effondrement des pays de l'Est sont loin d'avoir encore produit tous leurs effets. Mais au travers de ces événements racistes, de l'antisémitisme toujours présent en Pologne et en Russie, ou de la purification ethnique en Yougoslavie, les inquiétudes ne peuvent qu'aller en grandissant.

Cherokee (Réflex)

(1) période qui marquait le début d'une flambée xénophobe dans l'ex-RDA.

Tournée organisée par la Fédération anarchiste en soutien à la campagne « 500 ans de résistance indienne, noire et populaire »

En octobre et début novembre, la Fédération anarchiste organise une tournée de conférences dans le cadre de la campagne « 500 ans de résistance indienne, noire et populaire ».

Cette campagne aura pour invités des représentants indiens de l'AIM (Etats-Unis), du Conseil des personnes déplacées du Guatemala, de l'Organisation des réfugiés indiens dans les villes du pays (Guatemala), de l'Organisation des sans-terre du Brésil (MST), l'Organisation indienne, noire et paysanne du Brésil.

La campagne a pour objectifs de faire connaître les luttes indiennes et populaires d'Amérique à l'occasion

des commémorations étatiques de la « découverte du nouveau monde », de populariser la campagne de libération de Leonard Peltier et d'établir des liens de solidarité militante entre les peuples d'Europe et d'Amérique autour de quelques projets (coopératives, éducation, syndicalisme...).

Liste des villes accueillant la campagne :

— Bruxelles : conférence de presse le jeudi 8 octobre et meeting le vendredi 9 octobre ;

— Lille : meeting le samedi 10 octobre en après-midi et rencontres, avec émission de radio le dimanche 11 octobre ;

— Paris : émission sur Radio Libertaire le dimanche 11 octobre.

Conférence de presse et soirée-concert (en collaboration avec le Collectif Guatemala et la revue de soutien aux Indiens *Nitasassin*) le lundi 12 octobre, rencontres le 13, 14 et 15 octobre ;

— Saint-Etienne : meeting dans la soirée du vendredi 16 octobre ;

— Lyon : meeting l'après-midi du samedi 17 octobre et émission de radio, puis rencontres le dimanche 18 octobre ;

— Chambéry : meeting dans la soirée du lundi 19 octobre ;

— Grenoble : meeting dans la soirée du mardi 20 octobre ;

— Bourgoin-Jallieu : meeting dans la soirée du mercredi 21 octobre ;

— Nice : meeting dans la soirée du jeudi 22 octobre ;

— Toulon : réunion-débat à l'initiative des groupes de la Fédération anarchiste « Région-toulonnaise » et « Nada », le vendredi 23 octobre, à 20 h 30, salle Frank-Arnal, rue Vincent-Scotto (quartier de la Rode) ;

— Bordeaux : meeting en après-midi, le samedi 24 octobre et émission de radio, puis rencontres le dimanche 25 octobre ;

— Poitiers : meeting dans la soirée du lundi 26 octobre ;

— Oléron/La Rochelle : meeting

dans la soirée du mardi 27 octobre et rencontres le mercredi 28 octobre ;

— Nantes : rencontres le jeudi 29 octobre et émission de radio, puis meeting dans la soirée du vendredi 30 octobre ;

— Rennes : meeting dans l'après-midi du samedi 31 octobre et rencontres le dimanche 1^{er} novembre ;

— Tours : rencontres le lundi 2 novembre et meeting dans la soirée du mardi 3 novembre ;

— Paris/Lille : dernières rencontres dans la journée du mercredi 4 novembre ;

— Bruxelles : retour vers l'Amérique, le jeudi 5 novembre.

LE COURS D'UNE VIE

Ciné sélection « Impitoyable »

Eastwood a placé son dernier film sous le double signe de Sergio Leone et de Don Siegel, cinéastes qui le dirigèrent à maintes reprises en tant qu'acteur et auxquels *Impitoyable* est dédié. De Leone, il reprend le tempo lent et l'ironie ; de Siegel, une éthique de la violence et l'humanisme. On encourage souvent la confusion à propos du point de vue Eastwood metteur en scène et du point de vue de ses personnages. Ne soyons pas naïfs ; il n'y a pas là identification des points de vue entre Eastwood et ses personnages. Le metteur en scène nous les montre agir, c'est tout. Certes, Eastwood est un cinéaste complexe, loin de tout manichéisme, mais dont la conception du monde est extrêmement pessimiste. Il est surtout persuadé que l'Amérique est gangrenée par un système veul, corrompu, violent. Et qui dira le contraire ? Les motivations du « héros » (ici, il s'agit plutôt « d'anti-héros ») viennent en réponse à ce système pourri. *Impitoyable* est de ce point de vue le film de la révolte contre des actes ignobles. Ce qui motive le « chasseur de prime » ici, c'est l'idée de punir ceux qui mutilent physiquement d'abord une femme,

puis l'ami noir, le vieux compagnon Ned. Il est à noter que la mutilation physique tient une place importante dans le film comme signe d'humiliation et de dégradation de l'homme. Fouet, ou objets qui taillent la chair : chair de la femme considérée comme une vulgaire marchandise, chair de l'homme noir exposé dans son cercueil comme un objet dans une boutique. Il s'agit bien là de l'Amérique des Blancs et son vieux Sud. Un mot encore sur le titre français : *Impitoyable*. Certes, le personnage de Clint l'est, ainsi que le shérif (remarquablement joué par Gene Hackman), mais le titre anglais *Unforgiven* (Non pardonné) sied mieux à la signification morale du film. L'énergie mise par le personnage dans l'acte de tuer correspond ici à celle d'une force morale qui s'oppose à la corruption, l'iniquité et la torture. Tuer, ici, n'a rien à voir avec la torture ou l'humiliation. Au moins est-ce propre et net. L'acte de tuer est ici loin de l'idéologie d'un Le Pen. Le tueur est implacable, mais humain, terriblement humain. C'est là, toute la contradiction du film d'Eastwood et sa complexité.

Laura de « Fondu au noir »

« Madeleine Pelletier, une féministe dans l'arène politique » Charles Sowerwine & Claude Maignien, Éditions ouvrières

Madeleine Pelletier est née le 18 mai 1874 de parents marchands de fruits et légumes. Elle est donc issue de la classe populaire. Son père, à la suite d'un accident, se retrouve paralysé. Sa mère doit tenir, seule, la boutique. A 15 ans, Madeleine Pelletier découvre l'anarchisme par l'intermédiaire d'un roman, *Fédara la nihiliste* (inspiré de la vie de Véra Figner, du groupe « La Volonté du peuple », qui assassina le tsar en 1881). De lectures en réunions, elle commence à militer. En raison de la propagande par le fait, elle va s'éloigner du mouvement anarchiste. En parallèle au militantisme, elle poursuit des études et passe le baccalauréat, puis s'inscrit à la Faculté de Médecine où l'anthropologie est son domaine préféré. Elle deviendra la première femme interne.

Par la suite, Madeleine Pelletier est initiée à la franc-maçonnerie, qui représente au début du XIX^e siècle un lieu de débats et d'échanges. Des militants libertaires comme Paul Robin ou Charles Malato venaient y donner des conférences. Madeleine Pelletier va imposer la tenue d'ateliers mixtes, puis la constitution de loges mixtes (comme celle du « Droit humain »), où elle intervient sur des sujets aussi variés que « Le droit à l'avortement » ou « Les voies

du socialisme ». Elle initiera notre camarade Louise Michel.

En 1906, Madeleine Pelletier rompt avec les francs-maçons et adhère au Parti socialiste. Très rapidement, elle devient la première femme membre de la Commission administrative permanente (instance dirigeante du parti). Parallèlement, elle dirige « La Solidarité des femmes », publie le mensuel *la Suffragiste*, collabore à de nombreuses publications et rédige des livres : *La Femme en lutte pour ses droits* ; *L'émancipation sexuelle de la femme*.

Avec Makhno

En décembre 1920, Madeleine Pelletier adhère aux idées communistes et développe sa propagande en faveur de l'« Etat modèle » qui a réussi l'émancipation de la femme. Elle se déplace à Moscou, et comprend la terreur qui y règne. De retour en France, elle témoignera, et comme le souligne les auteurs : « son témoignage est à la mesure de son espoir et de sa déception, lucide et sans concession ». Sa rupture avec le Parti communiste date de 1926, date à laquelle elle va se rapprocher, à nouveau, du mouvement libertaire.

Madeleine Pelletier collabore ainsi à l'*Encyclopédie anarchiste*, participe à des débats sur l'Union soviétique avec Nestor Makhno, et le défend face aux attaques du PC, en répliquant : « Les brigands pour tous les sectaires sont les gens qui pensent autrement qu'eux. Tout adversaire est un brigand ; au besoin, pour le détruire, on n'hésite pas à l'accuser de tous les crimes ». Ses brochures féministes sont éditées dans la collection anarchiste *La Brochure mensuelle*. Madeleine Pelletier n'a cependant pas renié le marxisme, dans la mesure où, en 1932, elle adhère à un parti issu d'une scission du PCF. Ce parti défend l'idéal révolutionnaire en critiquant l'Union soviétique. Après l'éméute du 6 février 1934, où s'illustra l'extrême droite, elle participe aux campagnes contre le fascisme.

La fin de sa vie est tragique. Condamnée pour pratique illicite de l'avortement et considérée comme irresponsable, elle meurt dans un asile psychiatrique en 1939.

Sylvain Eischenfeld
(gr. Rocker - 4^e & 5^e arr. de Paris)

(1) Madeleine Pelletier, une féministe dans l'arène politique, Charles Sowerwine et Claude Maignien, Éditions ouvrières, 225 pages. Prix : 125 F. En vente à la librairie du Monde Libertaire.

BROCHURE

« Manuel d'écologie urbaine et domestique »

Cette petite brochure, pas chère, s'adresse à un large public qui découvre l'écologie à travers l'actualité, et veut mettre sa pratique en accord avec ses idées. Il s'agit, bien sûr, d'écologie libertaire, et non de projets de réformes et de législation économique-écologiques.

Ainsi, chacun peut essayer l'écologie, agir utilement, ici ou ailleurs, et pourquoi pas dès maintenant.

Même si le sujet est grave, le catastrophisme souvent habituel aux écologistes est oublié au profit d'un ton dégagé, sarcastique et, parfois, humoristique. Très bien documenté (grâce à des dossiers du WWF-Suisse), cette brochure sera utile à tous ceux et toutes celles qui veulent s'y mettre. Et en plus, c'est sur papier recyclé.

Didier (gr. Henry-Poulaillie de Saint-Denis)

(1) *Manuel d'écologie urbaine et domestique*, éd. « Les Cahiers du vent du ch'min », 30, rue Gabriel-Péri, 93200 Saint-Denis. Disponible aussi à la librairie du Monde Libertaire.

« Mots et Musiques »
& Radio Libertaire
présentent

Marins sur terre
Serge Utgé-Royo
Jacques-Yvan Duchesne
lundi 28 septembre
20 h 30

Théâtre Clavel
3, rue Clavel (M^o Pyrénées),
75019 Paris.
Tél. : 42.38.22.58
Prix des places : 70 F & 90 F
Réservations au : 43.84.70.04.

« Un Autre futur »

Maison de l'image
de la Vieille-Charité
MARSEILLE
26 septembre 1992

Le Centre international de recherches sur l'anarchisme (CIRA) de Marseille, conjointement avec la Maison de l'image de la Vieille-Charité, organise, dans le cadre de la semaine du cinéma catalan, le 26 septembre à 14 h 30, la projection du film « Un Autre futur » (sur l'anarcho-syndicalisme). Un débat aura lieu à la fin de la projection.

Radio Libertaire communiqué

Chères auditrices, chers auditeurs,

Comme vous l'avez certainement constaté, Radio Libertaire, pour des raisons techniques, a de plus en plus de mal à se faire entendre sur Paris et sa banlieue.

Nous avons eu de nombreuses pannes, et nous utilisons actuellement un émetteur prêté... un vieil émetteur qui ne nous permet pas d'être reçus partout.

Le secrétariat de Radio Libertaire envisage donc d'en acheter un neuf. Mais pour cela, nous devons réunir la somme de 250 000 F, et nous sommes une nouvelle fois obligés de faire appel à vous en lançant une souscription.

Vous comprendrez certainement l'importance pour Radio Libertaire de se doter de cet outil vital pour que notre moyen d'expression et nos espoirs libertaires puissent se développer.

Si vous en êtes d'accord, nous vous proposons de détacher le « bulletin » ci-dessous et de nous l'adresser avec votre chèque (libellé à l'ordre de DMC) à : Radio Libertaire, DMC, 145, rue Amelot, 75011 Paris (un reçu vous sera adressé, si vous le souhaitez).

Je participe à la souscription pour l'achat d'un émetteur pour Radio Libertaire :

— Nom : Prénom :

— Adresse :

— Code Postal : Ville :

— Je désire un reçu

— Je ne désire pas de reçu

RENDEZ-VOUS

CARNOULES/PIGNANS (VAR)

La liaison FA « Pais dei Maures » vient de se créer sur les villages de Carnoules et Pignans. Si vous désirez la contacter, écrivez à Jean-Claude Babois, place de l'Enfer, 83790 Pignans.

DOUAI

Une présence FA existe sur Douai. Pour la contacter, écrivez au Centre culturel libertaire (CCL) Benoit-Broutchoux, 1-2, rue Denis-du-Peage, 59800 Lille, qui transmettra.

GUÉRET (CREUSE)

La Fédération anarchiste en Creuse (groupe May-Piquerey et individuel 23) tiendra une table de presse et vendra le Monde libertaire tous les premiers samedis du mois sur la place Bonnyaud à Guéret.

NICE

Chaque mercredi et samedi, entre 15 h et 18 h, le groupe FA de Nice tient une permanence à l'ADCL, 8, rue Docteur-Richelmi, quartier Riquier, 06000 Nice.

PARIS-VILLETTE

Le groupe de la Villette (19^e arr.) vend tous les vendredis de 18 h à 19 h le Monde libertaire à la sortie du métro Crimée (à l'angle de la rue de Flandre et de la rue de Crimée). De plus, les personnes désireuses de le contacter peuvent le faire en écrivant à : « Bagaudes », 66, avenue Secrétan, 75019 Paris.

SARREBOURG

La liaison FA de Moselle-sud peut être contactée en écrivant à : FA, BP 255, 57402 Sarrebourg cedex.

Nouveaux horaires d'ouverture de la librairie du Monde Libertaire.

Du lundi au vendredi :
14 h - 19 h 30,
samedi : 10 h - 20 h
(sans interruption).

PARUTIONS

AUTOCOLLANT & BROCHES

Le groupe « Région-toulonnaise » diffuse un autocollant : « A » cerclé rouge sur fond noir. Prix : 25 exemplaires (minimum) : 50 F ; les 50 ex. : 80 F ; les 100 ex. : 100 F (port compris). Il diffuse aussi des brochures : étoile noire, étoile noire et rouge, deux mains brisant un fusil. Prix à l'unité : 8,50 F (port compris). Vente à partir de six exemplaires. Les chèques sont à libeller à l'ordre du CECL, et à expédier à l'adresse suivante : CECL, BP 54, 83501, La Seyne-sur-Mer cedex.

PIN'S

Le groupe Henry-Poulaillé de Saint-Denis met en vente un pin's trois couleurs (noir, blanc et rouge). Anarch'os. Prix : 20 F (chèque à l'ordre de Publico). A commander à la librairie du Monde Libertaire.



PROGRAMME FOURIÉRISTE DE RENTRÉE

Revisiter l'utopie

MALGRÉ les proclamations, quelque peu médiatiques, des « nouveaux » philosophes, l'intérêt pour l'utopie ne se dément guère chez les intellectuels. En France, Fourier bénéficie d'un regain d'intérêt, aussi tardif que justifié. Depuis des décennies, en effet, Fourier était peu cité, et bien qu'il eût été une référence, voire un drapeau pour des surréalistes ou des membres de l'Internationale situationniste, les allusions relevaient plus de la référence incontournable que d'une lecture véritable. Rangé parmi les poètes, voire les humoristes, il restait illisible. La situation change, grâce d'abord à l'immense travail de Simone Debout, qui a réédité l'ensemble des œuvres, à celui de quelques philosophes et chercheurs. Leur travail commence à porter des fruits.

A Paris, Madame M. Madonna-Desbazeille organise un séminaire de « Lectures de Fourier ». Autre initiative, les Cahiers Charles Fourier (1), dont le numéro 3 vient de paraître et qui, parmi les

collaborateurs, comptent en particulier Michel Cordillot, grand connaisseur des fouriéristes français aux Etats-Unis (il prépare aussi la publication d'un volume consacré aux biographies des ouvriers français aux Etats-Unis, qui viendra compléter le Dictionnaire, bien connu, de Jean Maitron). L'Association d'études fouriéristes, à la même adresse, organise un colloque à Besançon, Arc-et-Senans, Salins, du 21 au 24 octobre 1993, à l'occasion du centenaire de la mort de Victor Considérant (1808-1893), sur le thème : « Fourier, fouriérisme(s), fouriéristes ».

A propos de l'utopie, le Collège international de philosophie, qui a tenu pendant plusieurs années un séminaire sur l'utopie, sous l'inspiration de Miguel Abensour, organise un nouveau séminaire cette année à l'Université Paul-Valéry de Montpellier, sur le thème du vécu de l'utopie, où se fera le point, en particulier, sur les problèmes théoriques de la question et les visions occidentales de l'utopie (2).

Enfin, l'Institut français d'histoire sociale (3) annonce que le prix Mauricius de 5 000 F sera attribué au cours de l'automne de l'année 1993 à l'auteur d'une étude en langue française, dactylographiée, traitant le thème suivant : « La liberté de la personne. Type de société ne relevant ni d'un régime totalitaire ni d'un régime capitaliste sans frein, et réunissant les conditions optima pour l'épanouissement de la personne ». Le 31 octobre 1992, au plus tard, une note brève, dactylographiée, indiquant quels seraient les points essentiels de l'étude envisagée, devra parvenir à la Secrétaire générale de l'IFHS, accompagnée du curriculum vitae sommaire, dactylographié, du futur auteur.

Dans l'esprit des fondateurs du prix Mauricius, le mémoire pourra porter soit sur la manière dont le rédacteur du mémoire conçoit une société permettant la liberté de la personne et excluant un régime totalitaire ou un régime où le capitalisme ne connaît pas de limites ; soit sur l'histoire, dans un

pays donné et à une certaine période, d'une société répondant à ce critère et pouvant servir d'exemple.

Après avoir été autorisés à concourir, les candidats seront invités à rédiger leur étude (qui ne devra pas dépasser trente pages dactylographiées à double interligne et devra être suivie d'une bibliographie) en français correct, puis à adresser ce travail à la Secrétaire générale de l'IFHS en quatre exemplaires, avant le 1^{er} juin 1993.

Le prix sera attribué au cours du quatrième trimestre de l'année 1993. L'IFHS s'efforcera de faire publier le mémoire et, éventuellement, quelques autres que le jury aura sélectionnés.

Fourier Junior

(1) Association d'études fouriéristes c/o Jean-Claude Dubos, 55, rue de Dole, 25000 Besançon.

(2) Les séminaires du Collège international de philosophie sont ouverts au public.

(3) IFHS, Archives nationales, 60, rue des Francs-bourgeois, 75141 Paris cedex 03.

Les cycles de conférences de l'Union régionale parisienne de la FA

Second cycle de conférences (printemps 1993) :

Anarchie et religions. Anarchie et écologie sociale. Anarchie et urbanisme. La pédagogie libertaire. Au cœur de la théorie anarchiste, la liberté face à l'autorité. Théorie de la domination. Face à un monde de plus en plus autoritaire, où le tout marchand est roi, où l'individu est isolé et sacrifié, s'il fait partie des faibles. Face à un monde refusant l'utopie, c'est-à-dire la possibilité de changements, lui préférant la force des armes et la couleur de l'argent, l'anarchie, théorie de la liberté, de l'entraide et de l'égalité, apparaît comme seule crédible pour sortir de l'impasse.

Une généralisation des pratiques et projets libertaires à l'échelle de la planète devient de plus en plus urgente pour s'opposer à l'asphyxie qu'on nous impose.

Venez discuter, échanger avec nous vos pratiques et vos réflexions. Ensemble, préparons-nous à construire d'autres futurs.

Permanence de l'Union régionale parisienne de la FA : le samedi de 15 h à 18 h, au local « la Rue », 10, rue Robert-Planquette (M^o Blanche ou Abbesses), 75018 Paris.

Dans le cadre de ses activités, et faisant suite aux précédents cours sur l'anarchisme, l'Union régionale vous invite à suivre, pour l'année 1992-1993, une nouvelle série de conférences-débats, où, à côté des thèmes généraux de l'anarchie, seront traités et débattus des sujets plus spécifiques. Un premier cycle aura lieu au mois d'octobre, le vendredi à 20 h ; le second cycle aura lieu au printemps. Les conférences se dérouleront à l'AGECA, 177, rue de Charonne (M^o Alexandre-Dumas), 75011 Paris.

Premier cycle de conférences :

— vendredi 2 octobre : Qu'est-ce que l'anarchisme ? Ses projets, ses réalisations ;

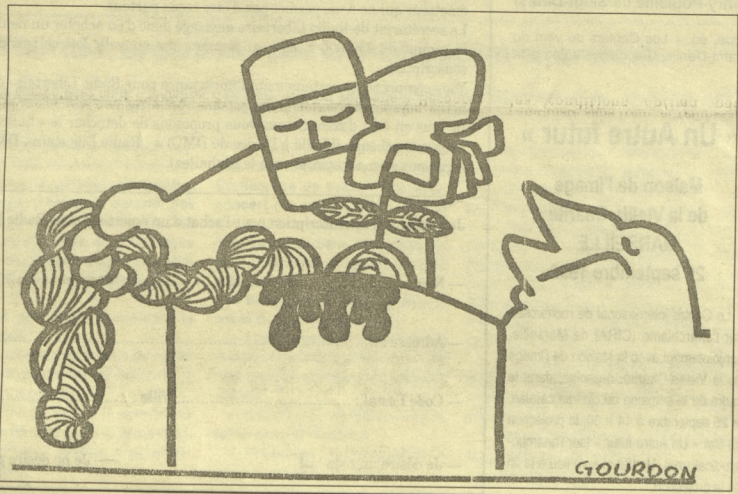
— vendredi 9 octobre : Histoire de la pensée anarchiste ;

— vendredi 16 octobre : L'organisation, une préoccupation constante chez les anarchistes. Des organisations anarchistes en France à la FA (bref historique) ;

— vendredi 23 octobre : L'éthique libertaire ;

— vendredi 30 octobre : Fédéralisme libertaire. Autogestion. Comment s'organiser ?

Le dessin de la semaine



SOMMAIRE

PAGE 1 : Une sale grève (suite en p. 5), Editorial : Au-delà du vote, Vers une autre société (suite en p. 2).

PAGE 2 : Vers une autre société (suite de la « une »).

PAGE 3 : Intermittents du spectacle : la défense de l'assurance chômage conduit à l'occupation de l'Odéon. PAGE 4 : Pour un livre noir du Sida en prison.

PAGE 5 : Associations, Nouvelles du front, Une sale grève pour un foutu métier (suite de la « une »).

PAGE 6 : Une compagnie pétrolière envahit les terres waorani, Violences racistes : le droit d'asile remis en cause en Allemagne, Tournée cinquième centenaire.

PAGE 7 : Radio Libertaire communie, « Manuel d'écologie urbaine et domestique », « Madeleine Pelletier... », Ciné sélection : « Impitoyable ».

PAGE 8 : Revisiter l'utopie, Le dessin de la semaine, Infos FA.